TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE PARIS

N° [REDACTED]

M [REDACTED]

Mme [REDACTED]
Magistrate désignée

Mme [REDACTED]
Rapporteuse publique

Audience du [REDACTED]
Décision du [REDACTED] janvier 2024

[REDACTED]

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 1^{er} juillet 2022, M. [REDACTED] représenté par Me Josseume, demande au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 13 juin 2022 par lequel le préfet de Seine-et-Marne a suspendu son permis de conduire pour une durée de six mois ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Paris

[REDACTED]

4. [REDACTED] soutient qu'il n'est pas établi que le préfet [REDACTED] analyses ou examens attestant de l'usage de produits stupéfiants. Il ressort des pièces produites par le préfet en défense que l'intéressé a fait l'objet le 10 juin 2022 d'un prélèvement salivaire qui s'est révélé positif à un produit stupéfiant, mais [REDACTED] du prélèvement c [REDACTED] prélèvement à la présence de THC n'ont été [REDACTED] Par suite, le préfet, [REDACTED] la suspension du permis de conduire [REDACTED] titulaire sans même [REDACTED] résultats de l'analyse biologique de l'échantillon salivaire, a méconnu les dispositions [REDACTED] L. 224-2 du code de la route. Le moyen ainsi soulevé est dès lors fondé. Il doit, par suite, être accueilli.

5. Il résulte de ce qui précède, sans qu'il soit besoin de se prononcer sur les autres moyens soulevés par [REDACTED] qu'il y a lieu d'annuler l'arrêté attaqué du préfet de Seine-et-Marne du 13 juin 2022.

DECIDE

Article 1^{er} : L'arrêté attaqué du préfet de Seine-et-Marne du 13 juin 2022 est annulé.

Article 2 : Le présent jugement sera notifié à [REDACTED] et au ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Copie sera délivrée au préfet de Seine-et-Marne

Rendu public par mise à disposition au greffe le [REDACTED] janvier 2024.